

Intervention de Maryse Berger

lors de la conférence de presse le 11 mai 2006

On peut rappeler la position du conseil municipal du Mans qui est à confirmer. La première des choses, la priorité n'est en aucun cas le contournement du Mans, la priorité c'est la ligne d'inter connexion Massy- Valenton. Il est évident que là pour les trains européens, qui nous intéressent évidemment, on gagnerait des minutes beaucoup plus précieuses que celles qu'on gagnerait de l'autre côté éventuellement. Donc la priorité des priorités c'est Massy – Valenton et cela malheureusement on en entend guère parler voir plus du tout parler d'autant que nous ne sommes pas la seule région intéressée, évidemment c'est l'ensemble du territoire français pour tout dire qui est intéressé par cette priorité là.

Deuxième chose, Marietta l'a rappelée j'y insisterai : la gare du Mans. La gare du Mans est une gare TGV et doit le rester absolument. Je rappellerai quand même les investissements lourds et conséquents que les collectivités et donc les contribuables manœuvres de la communauté urbaine et donc sarthois également puisque tout le monde est intéressé par la gare du Mans, font en ce moment pour que cette gare soit une gare multimodale, nous allons avoir une gare multimodale, il faut absolument que cette gare reste une gare TGV.

Donc la priorité des priorités ça n'est certainement pas le contournement du Mans ; En revanche il est évident que nous, nous sommes pour que les bretons aient accès comme nous à la grande vitesse. Donc ce que nous disons et ce qui a été dit dans une délibération de la communauté urbaine, que je vous ai ramené, de 2004, ce qui a été dit et que nous voulons confirmé c'est que le phasage n'est pas le bon. Si les bretons doivent avoir une ligne nouvelle il ne faut surtout pas commencé par le contournement du Mans mais il faut commencé par le tronçon qui part de Rennes et qui va vers Laval parce que là au moins ils sont sûrs de l'avoir. Sinon et vous l'avez souligné il y a des kilomètres de trop pour une virgule, pour une virgule dont on se demande à quoi elle sert, enfin on se demande, on fait semblant de se demander à quoi elle sert, dans tous les cas c'est 20 km en plus et donc quelques millions d'euros en plus aussi. Et si cette virgule continue d'exister, il est clair et net qu'elle ne va pas vraiment à coût sûr remonter vers Rennes, elle va plutôt descendre, cette virgule. Enfin il ne faut pas avoir fait des études très poussées pour voir que cette ligne continue, elle ne continue pas vers Rennes. Donc bien évidemment et nous le répétons fermement le contournement du Mans n'est pas une priorité. Quant à la convention, la convention on ne peut être que pour, la convention sur des dessertes meilleures. Seulement cette convention on en parle mais on a toujours rien vu venir, et vraisemblablement la SNCF et l'Etat ne la signeront pas. Nous sommes à quelques jours du démarrage de l'enquête publique et nous avons dit clairement qu'il fallait que cette convention fasse partie de l'enquête publique, sauf événement de dernière minute, à ce jour elle n'existe pas. Donc nous ne pouvons que maintenir notre position et la confirmer, dans tous les cas c'est ce que les élus progressistes feront au niveau du conseil municipal.

Nous sommes comme Pierre Hellier, on n'a pas varié et notre position reste exactement la même : une opposition au contournement du Mans. Parce qu'elle n'est pas, cette voix nouvelle dans ce tronçon est tout sauf prioritaire.

Et nous soutenons l'idée que vous avez émise d'une étude du pendulaire, il n'y a absolument pas de raison pour que l'état n'ait pas répondu sur l'étude du pendulaire, cette étude doit être menée.

Il y a quelque chose aussi qui pourrait être amélioré, alors je suis tout à fait d'accord avec ce qu'a dit Marietta sur l'amélioration des lignes. Il y avait hier dans la presse nationale un article extrêmement inquiétant sur l'état des voies ferrées françaises. Il faut vraiment que les lignes, type Caen – Le Mans – Tours, soient améliorées et que les lignes actuelles de toute nature, les lignes traditionnelles soient entretenues, c'est très inquiétant. On ne voudrait pas en arriver aux situations qu'on connaît dans d'autres pays d'Europe tel l'Angleterre. Donc il faut aussi là que RFF reste un service public.